

<http://lipietz.net/Quel-modele-social-apres-25-ans-d-influences-neoliberales>

25e anniversaire de Alternatives économiques

Quel modèle social après 25 ans d'influences néolibérales ?

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date:

Creation date: 30 novembre 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Mes cher-e-s ami-e-s,

Je voudrais d'abord vous dire l'extraordinaire plaisir que j'ai d'être ici. J'ai lu le premier numéro d'*Alter éco*, qui devait être... je crois que ce n'était pas ronéotypé, c'était quand même déjà de l'offset ? Oui, me fait signe Denis.

Vous avez peut-être lu, dans le dernier numéro d'*Enjeux*, sur le libéralisme et ses victoires, l'article sur la lutte idéologique, c'est-à-dire sur l'enseignement de l'économie en France. Elle est présentée comme une bataille entre deux camps, les théoriciens sérieux, matheux ou néo-classiques de l'Université et les pauvres bataillons des profs de section Sciences Economiques et Sociales des lycées, qui font référence, en gros, à la théorie de la régulation. On devine que, dans cet article, derrière la critique de ces hordes SES, c'est *Alter Eco* qui est visé. Et bien je suis très fier d'avoir été, tout à fait épisodiquement mais régulièrement, invité par *Alter Eco* dans cette belle aventure.

C'est une très belle aventure, où l'on ne s'est pas perdus en route. Le fait qu'*Alter Eco* tienne bon montre que les choix idéologiques, quand ils s'appuient sur la rigueur, résistent aux assauts. En Grande-Bretagne, vous avez des petits secteurs universitaires qui essaient de résister au néo-libéralisme, mais vous n'avez pas cette quasi-institution qu'est devenu *Alter Eco*, qui incarne en quelque sorte la référence intellectuelle de la résistance, et la crédibilité d'un autre monde possible.

Il faut dire qu'effectivement, en 1980, ce n'était pas joué ! Il n'y avait aucun doute, on était entré dans une crise, celle du modèle fordiste dans ses variantes « centrales » ou méditerranéennes. Le fordisme (les plus anciens parmi vous s'en souviennent), c'était, dans l'organisation du travail, quelque chose d'assez dur : le taylorisme, les ingénieurs qui conçoivent, les ouvriers qui exécutent. Mais cette dureté était compensée par de puissantes institutions qui assuraient la redistribution des gains de productivité sous forme de gains de pouvoir d'achat, de façon à assurer l'accès de tous à la société de consommation, et un relatif plein emploi.

Pour deux raisons, ce modèle est devenu instable, et il est « entré en catastrophe », comme on disait à l'époque en s'inspirant de la terminologie de René Thom. Le régime s'est dissout, a explosé sous une double pression. D'une part, la crise même du taylorisme, qui n'était plus assez efficace. On avait beau mécaniser, tayloriser, ça ne suffisait pas à rétablir la rentabilité du capital. Et d'autre part la mondialisation, puisque c'était finalement l'Etat-Nation, mère de toutes les institutions, qui assurait la redistribution et la stabilité du régime : la mondialisation, d'abord européenisation puis globalisation, a fait voler en éclats la possibilité d'une régulation nationale.

À partir de là, l'attracteur, le modèle fordiste s'étant dissout, on pouvait aller vers deux nouveaux régimes différents. Selon le premier axe, on abandonnait la rigidité du rapport salarial, on flexibilisait l'emploi et les salaires, mais on gardait les principes d'organisation taylorienne du travail, et même on les aggravait (on peut mesurer ça par la croissance terrifiante des troubles musculo-squelettiques). C'est le modèle de la flexibilisation, du néo-libéralisme, de la « société en sablier ». Selon l'autre axe de l'alternative, on stabilisait, sans doute sous des formes différentes, le pouvoir d'achat et la sécurité professionnelle des travailleurs (comme on dit aujourd'hui), mais en abandonnant le taylorisme, on essayait de « gagner par la qualité » en mettant le paquet sur la formation, en mettant le paquet sur la consultation des travailleurs et sur leur participation à l'amélioration de la productivité et de la qualité des produits. En gros, c'étaient les deux attracteurs possibles qu'on pouvait, dès 1980, repérer. En tout cas, l'école de la régulation l'a fait à cette époque-là.

Aujourd'hui, on peut dire que, globalement, le premier modèle a gagné, et le second a survécu dans des niches. Les

niches se sont déplacées, on a parlé tour à tour du Japon, de l'Allemagne - ce n'était pas tant l'Allemagne que l'Arc alpin : Italie du nord, Suisse, Allemagne du sud - et maintenant c'est la Scandinavie, le petit village viking qui représente l'option qu'on peut appeler « mobilisation négociée de la ressource humaine ». Le fait que ce soient des « niches » géographiques est assez important et relativise ces succès, puisque cela veut dire que ces petits Etats qui survivent dans cette stratégie y parviennent parce que ce ne sont pas des modèles complets. Il n'y a plus d'industrie textile ou de confection en Suède. Tout est ailleurs, dans la division internationale du travail, tout ce qui est trop « banal » est ailleurs. Et il n'est pas évident que des pays moyens comme la France, l'Allemagne ou l'Italie pourraient adopter comme ça le modèle scandinave.

Bon, reste quand même l'idée que l'on pouvait s'en tirer par la qualification, tout en maintenant les avantages sociaux, même en les modifiant. C'était possible en 1980, ça s'est perdu sans doute dans les années 90. Pourquoi ? probablement à cause de la globalisation. On peut reprendre ce modèle « thomiste » des attracteurs, qui était extrêmement à la mode au moment de la naissance d'*Alter Eco* : l'attracteur néolibéral, c'était un grand trou dans lequel tout le monde avait tendance à tomber. Alors pour échapper à ce trou, pour rejoindre l'autre attracteur caché qui était comme un autre trou en haut d'une montagne (comme le cratère d'un volcan), il fallait, il faut toujours, dépenser énormément d'argent en formation, en négociations avec les syndicats etc. Il était, il reste infiniment plus difficile d'arriver dans cette niche en haut de la montagne, que de tomber dans le grand trou : on flexibilise, on flexibilise, si les travailleurs ne veulent pas se laisser flexibiliser, et bien on déménage vers le tiers monde et ainsi de suite.

D'ailleurs le fait qu'on déménage (la délocalisation) sert, alimente la flexibilité, même sur place... Ce qui est extraordinaire, c'est que la délocalisation a été finalement extrêmement mineure dans sa réalité. Mais l'ombre portée de la délocalisation, comme menace, a joué pour flexibiliser le rapport salarial, même dans les entreprises de branches non délocalisables, comme la restauration ou comme le bâtiment.

On ne peut même plus parler de "crise" du rapport salarial : on est passé à un autre régime, qui deviendra lui aussi instable. Le fordisme a duré 30 ans, le néo-libéralisme va durer 25 ans ou plus, et on ne sait pas encore de quel côté on va en sortir. Est-ce qu'une variante du petit attracteur scandinave pourra devenir le futur grand attracteur ? Evidemment, ceux qui militent en rêvent, mais on voit la difficulté qu'ont les forces politiques et syndicales et les mobilisations sociales (toutes formes de mobilisations sociales confondues) pour aller vers ce petit trou au sommet de l'effort, et l'élargir, et en faire le grand attracteur. J'ai dit tout à l'heure « toutes formes de mobilisations sociales confondues », parce que je suis assez d'accord avec ce qu'en dit Rosanvallon : il n'y a pas que dans les luttes syndicales que ça se joue.

La deuxième grande crise, en effet, c'est la crise de la famille, au sens large. Là encore, en 1980, on avait l'impression que le féminisme avait gagné contre le patriarcat, mais on avait un peu négligé que, parmi les conditions matérielles de l'émancipation des femmes, il y avait le fait que le salariat était largement accessible. D'une certaine façon, perdant le refuge du patriarcat au profit d'un modèle de couple contractuel (on s'aime : on se met ensemble), les femmes pouvaient s'appuyer sur le fait que, de toutes façons, hommes et femmes étant salariés, ces individus qui se rejoignaient ou se quittaient gardaient au moins des revenus autonomes. Le problème, c'est que brutalement s'est retiré le filet de protection du salariat fordiste, et la situation des femmes est devenue épouvantable, globalement. Elles se sont retrouvées dans le secteur le plus flexibilisé du salariat, au sein du modèle taylorien-flexible. C'est ce que j'ai appelé « les nouvelles Fantine », parce que ce n'est pas tout à fait nouveau.

Fantine, c'était la mère de Cosette dans *Les misérables*, pour celles et ceux ici dont la mémoire remonte encore plus loin que le fordisme. Il y a effectivement un grand retour en arrière, et qui n'est pas que là. Toute la thématique des classes « dangereuses », ou des classes vagabondes, ou des classes abandonnées du XIXe siècle, on la retrouve aujourd'hui, et la situation des femmes, notamment celle des femmes seules avec enfants travaillant à mi-temps dans le commerce, devient le plus terrible des rôles sociaux au sein du néo-taylorisme, avec ce que j'ai appelé les "nouveaux petits poucets" (que leur parents n'ont plus les moyens d'élever et qui, abandonnés dans la jungle des

villes, viennent de se rappeler à notre souvenir).

On voit bien que ce n'est pas que la situation des femmes qui en jeu, c'est toute la famille, au sens large, qui explose. Ce type de rapports sociaux qui assurait ce que Fernand Braudel appelait le premier étage de la civilisation matérielle, l'étage domestique, explose. C'est-à-dire que le capitalisme, qui avait toujours pu s'appuyer comme sur un autre mode de production, le mode de production domestique, comme sur un auxiliaire (en fait plus important : on travaille en fait plus d'heure dans le travail domestique que dans le capitalisme), eh bien le capitalisme n'a plus d'appareil pour reproduire, former sa force de travail, s'occuper des enfants, s'occuper des grabataires, etc.

Troisième grande crise, c'est la crise écologique. C'est à peine naissant dans les préoccupations du premier numéro d'*Alter Eco*, bien que cette revue sera, parmi les revues d'économie, celle qui va le plus s'y intéresser, au fil du temps. Aujourd'hui, la crise écologique, les crises locales et surtout globales, sont maintenant au coeur du problème du capitalisme. Regardons le dernier gros accident, le cyclone Katrina. C'est une espèce de talon de la Némésis, une vengeance immanente : le pétrole des puits du Texas, après être partis sous forme de gaz à effet de serre, revient comme violence des vents et balaye les installations du Texas.

Si ça pouvait toujours ainsi rester localisé, on aurait au moins l'amère consolation de voir les "coupables" mis par les victimes devant leur responsabilités ! Le problème des crises globales, c'est que les responsables sont quelque part sur la planète, et les victimes sont le plus souvent bien ailleurs sur la planète, et en tous cas ont beaucoup moins les moyens de se protéger et de réparer les dégâts.

Face à ces trois crises, on est très mal partis... Il ne faut pas se voiler la face, il n'y a pas que des petits problèmes à réajuster. Les risques d'une involution grave de la civilisation sont tout à fait tangibles. Alors que peut-on faire ?

Les deux orateurs précédents (Pierre Rosanvallon et Dominique Méda) l'ont indiqué : d'abord choisir le modèle « implication négociée », la valorisation du capital humain etc. Je l'ai dit, ça a un coût, un coût financier et un coût en « investissement de forme », comme on disait également dans les années 1980, c'est-à-dire un coût en négociations, en nouvelles représentations, en nouvelles formes de régulation.

Et le plus fascinant des défis de cette nécessaire invention de formes sociales, c'est de réinventer quelque chose comme une « famille d'individus associés », de réinventer la communauté. Je crois que c'est possible par le tiers secteur, l'économie sociale et solidaire.

Deuxièmement, face à la globalisation, il n'y a pas trente-six solutions : plus personne ne croit, et jamais *Alter Eco* n'y a cru, dès 1980, qu'il soit possible de revenir en arrière. On pouvait tout au plus ralentir l'Europe économique tant qu'on n'avait pas l'Europe politique. L'Europe économique, elle est faite, ça a été Maastricht, l'Europe politique, elle est refusée, ça a été Nice puis le Non. On est dans une situation un peu comparable à celle d'un trapéziste qui doit lâcher une barre pour attraper la suivante. La régulation politique ne peut plus se faire à l'échelle nationale. Dire : « Je ne veux pas lâcher l'Etat-providence français pour une Europe-providence, parce que l'Europe, je n'ai pas confiance, elle ne m'a apporté que des ennuis, de la flexibilité etc », c'est compréhensible de la part des ouvriers, et en plus ça correspond à un diagnostic relativement juste. Mais pour ceux qui ont la responsabilité de dire « ce qu'on peut faire maintenant », je crois qu'il est irresponsable de dire qu'on peut réguler dans l'espace national. Nous avons besoin de l'espace politique européen, et très vite - ce sera pour les plus jeunes, ici - d'un espace politique de régulation global.

Et en ce qui concerne les crises écologiques globales, on ne peut même pas trop compter sur la régulation européenne. L'Europe peut être un laboratoire de la régulation de la lutte contre l'effet de serre, et de la régulation de la biodiversité, elle peut être un laboratoire portant sur 25% des problèmes à traiter, mais pour le reste il faut faire le saut vers des régulations globales. Ça veut dire qu'il faut négocier avec le Tiers-monde, que ce soit avec les plus pauvres ou que ce soit avec les nouvelles puissances du Tiers-monde.